



L'ÉTAT ET LE PATRONAT DÉCLARENT LA GUERRE SOCIALE !

Le gouvernement Bayrou est donc tombé suite à un vote de confiance à l'assemblée après avoir annoncé dans son discours de politique budgétaire, le 15 juillet dernier, un plan d'austérité sans précédent. Néanmoins, il y a fort à parier que le nouveau gouvernement va poursuivre la même politique libérale et ses attaques contre le monde du travail et les classes populaires.

Des attaques qui prévoient plus de 40 milliards d'euros de coupes budgétaires avec des baisses dans les dépenses de santé et des coupes dans les services publics, la remise en cause du droit du travail avec la disparition d'une semaine de congés payés « contre rémunération », des hausses d'impôts sur le revenu et le gel des prestations sociales comme du salaire des fonctionnaires et des contractuels, la désindexation des pensions de retraites, une nouvelle réforme de l'assurance chômage restreignant davantage les droits des demandeurs d'emploi, le doublement des franchises médicales ainsi que 5 milliards d'euros « d'efforts » demandés aux malades notamment en affection longue durée... Depuis, la surenchère va bon train et le gouvernement poursuit les provocations. Certains réclament aussi la suppression des 35 heures en indiquant que le travail supplémentaire « ne sera pas valorisé », proposant tout simplement de travailler plus pour gagner moins ! D'autres évoquent la fin de l'indemnisation par l'Assurance maladie avant le 8ème jour d'arrêt...

L'objectif est bien une nouvelle fois de nous faire payer leur soit-disant crise, d'appauvrir et précariser le monde du travail au profit des possédants et des classes dirigeantes.

Pourtant des solutions existent à court terme pour répondre aux exigences budgétaires et faire d'autres choix de société. Des dizaines de milliards peuvent être dégagés en révisant les niches fiscales, en rénovant l'ISF, en supprimant la flat tax, en taxant les multinationales ou encore en supprimant les aides publiques aux entreprises qui ont été de 211 milliards dernièrement. Mais on ne touche pas aux actionnaires et à leurs profits et au-delà au système capitaliste et ses politiques néo-libérales. Au delà de ces mesures possibles, il s'agit bien aussi pour nous de repenser encore une fois la question de la répartition des richesses dans notre société et des inégalités produites par le système capitaliste.

TOUTES ET TOUS
EN GRÈVE !

Alors, quelles réactions ?

Des collectifs ont appelé à «tout bloquer» mercredi 10 septembre dans un mouvement témoignant de la volonté d'agir à la base par delà l'inaction des partis politiques et la frilosité des syndicats institutionnels. Cette journée a donné lieu à travers tout le territoire à des centaines d'actions de blocage de lieux stratégiques de l'économie, de nombreux piquets de travailleurs/euses en grève, des rassemblements, manifestations, des facs occupés et des dizaines de Lycées bloqués. Il n'y a pas à opposer action syndicale et auto-organisation populaire. Il y a une nécessaire convergence des luttes à mettre en œuvre. C'est à la base, dans les luttes et en développant des pratiques horizontales de solidarités et d'auto-organisation que nous développerons un mouvement social fort et émancipateur.

L'intersyndicale nationale appelle à **une journée de grève inter-professionnelle le jeudi 18 septembre. Au niveau local, dans l'éducation, la CGT, Sud et la CNT appellent à reconduire le mouvement le vendredi 19 !** Ce mouvement peut être une suite à la journée du 10 et une nouvelle étape. Un mouvement social d'ampleur est indispensable pour imposer d'autres choix de société et renverser le rapport de force dans un contexte d'offensive libérale extrêmement violente, de droitisation de la vie politique et d'une extrême droite aux portes du pouvoir et dictant déjà ses exigences et priorités. Nous sommes confrontés à un pouvoir composé de libéraux autoritaires, convaincus de leur légitimité supra-électorale et persuadés du bien fondé de leur politique de « réformes ». Une politique qui ne cesse d'accroître les inégalités, fragiliser les classes populaires et faire le lit de l'extrême droite, y compris en s'alliant avec elle pour se maintenir au pouvoir si nécessaire et éviter tout retour de la question sociale et de conquêtes sociales d'ampleur. Socialisme ou barbarie, une fois de plus, mais de plus en plus proche.

JEUDI 18 SEPTEMBRE : **Toutes et tous en Grève !**

Manifestation à Lyon à 11H
Manufacture des Tabacs
(en direction de Bellecour)

Assemblée générale éducation à 15H
à la Bourse du travail (place Guichard)

Et on reconduit la Grève
VENDREDI 19 SEPTEMBRE !
Rassemblement Educ à 11H
Place Guichard (Lyon 3ème)
Manifestation interpro à 14H à Charpenne
(en direction de Place Guichard)

LA RENTRÉE DANS LE VIDE...

Lundi 1er septembre c'est 5 000 classes qui découvraient ne pas avoir d'enseignants face à eux.

2500 enseignants non recrutés de plus s'ajoute aux 3000 démissions annuelles qui augmentent chaque année. Face à cet absence la litanie des explications n'est plus exhaustive. Le métier n'attire plus. Il est devenu plus difficile, les politiques et leurs médias ont détruit son image, les mutations sans issue effraient, le public a changé sous les effets combinés de l'invasion des écrans, de la fuite vers le privé et de la paupérisation de tant de familles, les moyens humains et matériels sont exsangues, la courbe de l'inflation toise celle de nos salaires... l'éducation nationale est le pire employeur de France en terme d'estime et de soutien de ses agents !

Lundi 1er septembre une douloureuse absence s'est ajoutée à ce chiffre déjà vertigineux. Celle de Caroline Grandjean, directrice dévouée de l'école primaire du petit village de Moussages dans le Cantal. Ce matin là « Caro » a choisi de se donner la mort plutôt que de continuer à subir les humiliations. Elle a choisi par son geste en cette date de donner une ultime leçon. Pas à ses élèves qui ne la reverront plus mais à notre institution. Après avoir subi d'insupportables insultes homophobes depuis décembre 2023 puis des menaces de mort de la part d'un corbeau dans sa propre école, après avoir exprimé manquer cruellement de soutien de la part de l'inspection académique, de la mairie et des parents d'élèves,

Caroline s'en est allée. Un de ces proches précise « Caroline me disait que, plus que l'homophobie, qui était gravissime et qui l'a évidemment marquée, c'est l'absence totale de soutien de l'Éducation nationale, tout en la culpabilisant, qui l'a complètement détruite ». Remedium, prof et auteur de BD ayant dessiné l'histoire de Caroline confirme qu'à travers l'inspectrice alors en responsabilité c'est l'éducation nationale qui a cherché à déplacer Caroline plutôt que lui garantir un vrai soutien sur son lieu de travail. Faute de pistes l'enquête a été classée sans suite et l'inspectrice promue... et comme Christine Renon il y a cinq ans Caroline s'est retrouvée seule dans le naufrage collectif d'une galère où aucun commandant n'est jamais responsable. La seule chose qu'ils bégaiement autoritairement en pleine tempête c'est « Pas de Vagues » ! Ne restons pas seul, ne soyons plus silencieux et de notre tristesse faisons une colère qui remplira leur vide.

Samedi 6 septembre un rassemblement en hommage à Caroline Grandjean s'est tenu à Lyon, place de la Comédie, pour rappeler que la lesbophobie tue et que les pouvoirs publics ferment les yeux !

LIBERTÉ ET AMNISTIE DES « 6 DE LA SUIZA » (ESPAGNE) !

Jeudi 11 septembre a été organisée devant le Consulat Général d'Espagne à Villeurbanne un rassemblement de soutien et de la solidarité avec les « 6 de la Suiza », militant·es de la CNT de Gijon (Asturies), victimes de la répression anti-syndicale et emprisonné·es par l'État Espagnol le 10 juillet 2025.

Elles et ils sont accusés d'avoir participé, en 2017, à une simple campagne syndicale (tractages, rassemblements...) en solidarité avec une salariée de la pâtisserie «La Suiza» qui subissait exploitation et harcèlement par son employeur. Ces 6 syndicalistes ont été poursuivis par la justice de classe, sur la base de lois réactionnaires et de l'action à charge de la police, héritages des pratiques répressives de l'époque franquiste qui permettent encore largement de criminaliser le mouvement social et les actions protestataires. Par retournement de situation les syndicalistes ont été accusés de « pressions » et « harcèlement coactif » contre le patron voyou ! Après un long marathon judiciaire et ayant épuisé tous leurs recours,

les camarades, ont été définitivement condamnés à 3,5 ans de prison et à plus de 150 000 euros de dommages à l'employeur. Cette condamnation, clairement politique, attaque violemment les libertés publiques et syndicales des travailleurs/euses dans l'État Espagnol. Elle a entraîné une vaste campagne internationale de solidarité.

Nous n'oublions pas que ce n'est pas un cas isolé dans l'Europe démocratique mais une lame de fond qui va de pair avec les attaques globales contre les conquêtes sociales. Dans notre propre pays nous assistons à une criminalisation grandissante de l'action militante, des violences répétées contre les mouvements sociaux et un recul général des libertés publiques.

**Le syndicalisme n'est pas un crime !
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !**



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant·es après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanent·es et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun·e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueules ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

